



Le ministère doit reconnaître l'ensemble des personnels des secteurs sanitaires, social et médico-social.

Nous n'accepterons pas la division ! Public privé, c'est maintenant qu'il faut nous payer !

Après les annonces du Président et de son Gouvernement, l'ensemble des personnels de santé n'acceptera pas les mesures à géométrie variable qui n'ont qu'un but : diviser les salariés entre eux et réaliser des économies.

Depuis le début de la pandémie, l'ensemble des personnels s'est mobilisé malgré l'incapacité du Gouvernement Macron-Philippe à les protéger. Les pénuries de masques, de gel, de sur-blouses ou de tests de dépistage ont mis en danger tous les travailleurs de la santé. Nous n'attendrons pas un hypothétique « jour d'après », nous ne nous satisferons pas d'applaudissements aux balcons, comme nous ne nous vendrons pas pour une médaille.

C'est maintenant que l'Union Nationale des Syndicats FORCE OUVRIERE de la Santé Privée exige :

- **Une prime de 1 500 € pour tous**
- **L'augmentation de salaire d'au minimum 300 € net par mois pour tous les salariés**
- **Amélioration du déroulement de carrière**
- **Le doublement de l'ensemble des heures supplémentaires**
- **La reconnaissance en maladie professionnelle pour l'ensemble des professionnels touchés ainsi que pour les membres de leur foyer qu'ils ont contaminés.**
- **La reconnaissance de pupille de la nation pour les enfants de soignants décédés du COVID19**
- **Une amélioration des classifications dans l'ensemble des Conventions Collectives Nationales.**

N'ayons aucune illusion, c'est par le rapport de force et la mobilisation de tous les personnels que nous obtiendrons la satisfaction de ces revendications. Comme pour les conquêtes du passé (congés payés, réductions du temps de travail, Sécurité sociale...), c'est la mobilisation et la grève, qui nous ont permis de les gagner !

Pour faire pression sur nos patrons, nos financeurs et le gouvernement, l'Union Nationale des Syndicats Force Ouvrière de la santé privée appelle l'ensemble de ses syndicats à réunir ses instances pour exiger l'ouverture immédiate de négociation. Avec les salariés la question de la grève doit être discutée, si nous attendons la fin de la crise sanitaire il sera trop tard.

Ne laissons pas ce gouvernement profiter de cette pandémie pour restreindre nos droits et nous empêcher de manifester notre colère.

Pour gagner et être reconnu à notre juste valeur, c'est maintenant qu'il faut y aller !

Paris, le 19 Mai 2020